



À Nouméa, le 21 mai 2024

Madame Maria Isabella **SALIGA LUTOVIKA**, conseillère de la Nouvelle-Calédonie sans formation politique,
Et présidente de l'association politique NOUVELLE-CALÉDONIE MULTI CULTURELLE PROGRESSISTE (**NCMCP**)

À

Monsieur Emmanuel **MACRON**, président de la République

Objet : contestation de la décision de dégel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie

Références : 20240521-22-NCMCP

Monsieur le Président,

vosre décision de dégeler le corps électoral, quel qu'en soit le prix, a réveillé la souffrance et la frustration profondes du peuple kanak. Cette action est perçue comme une manifestation flagrante de l'État français, totalement opposée aux aspirations claires et pacifiques des indépendantistes, qui ont longtemps exprimé leurs revendications sans relâche. Malgré les efforts répétés du peuple kanak en faveur de la décolonisation, conforme à l'Accord de Nouméa, ils sont continuellement confrontés à l'arrogance et au mépris des hauts responsables politiques français.

Cette attitude témoigne de la volonté délibérée de la France d'imposer sa vision colonialiste aux Calédoniens, refusant ainsi tout processus de décolonisation. Les manœuvres calculées de l'État et de ses alliés locaux visent à saboter les négociations et à justifier par la force le dégel du corps électoral, illustrant ainsi une stratégie machiavélique pour maintenir le *statu quo* colonial.

Votre manipulation n'a dupé personne, que ce soit en Nouvelle-Calédonie ou ailleurs. Je vous accuse de chercher à graver votre nom dans l'histoire en devenant le premier président français à constitutionnaliser la recolonisation de la Nouvelle-Calédonie. Pour les Calédoniens, leur destinée ne saurait être réduite à un jeu politique visant à satisfaire un ego démesuré et extravagant. Votre approche des questions institutionnelles et constitutionnelles de la Nouvelle-Calédonie suscite de sérieuses préoccupations.

En effet, dès le lundi 13 mai 2024, vous avez lancé votre projet de loi constitutionnelle en faveur du dégel en ayant pleinement connaissance des conséquences négatives déjà clairement énoncées par les indépendantistes. Votre réponse, empreinte d'un cynisme démesuré, s'est étendue jusqu'à l'instauration d'un couvre-feu, d'un état d'urgence et au déploiement massif de l'armée française, prétendument pour rétablir l'ordre.

Pour rappel, l'État français, que vous représentez, est désormais responsable de deux tragédies. L'affaire des 21 morts, dont 19 Kanak, dans la grotte à Ouvéa et les récents événements témoignent d'un bilan mortel qui marquera indélébilement votre parcours politique. Vous avez été impliqué dans la mort d'au moins plusieurs dizaines de personnes, dépassant ainsi le nombre de victimes à Ouvéa sous Jacques Chirac et Bernard Pons.



Monsieur le Président Macron, vous et vos partisans loyalistes et dépendantistes, êtes les uniques responsables des décès lors des émeutes actuelles en Nouvelle-Calédonie, ainsi que de ceux à venir. En déployant les forces armées, vous avez ouvert la voie aux exactions des milices blanches, observées sur les multiples vidéos ayant circulé sur les réseaux, qui ont commis des actes de violence contre les manifestants, majoritairement des jeunes Kanak, alimentant ainsi la haine raciale dans le pays.

Votre attitude irrespectueuse et manifeste révèle votre racisme envers les peuples colonisés, mettant ainsi en péril 36 années de paix sociale chèrement acquises. Monsieur le Président Macron, vous êtes seul responsable des troubles et des dommages en Nouvelle-Calédonie. Nous vous soupçonnons, ainsi que vos complices voyous, qu'ils soient loyalistes ou dépendantistes, ou de l'Éveil océanien et même certains indépendantistes, décriés par leur base, membres influents du gouvernement Mapou, de conspirer depuis les bureaux de l'Élysée avec les éminences grises de l'armée, habituées à de telles manigances.

Sinon, comment justifier le fait que les milices blanches puissent impunément tuer des manifestants sous les yeux des forces de l'ordre sans être arrêtées ? De plus, pourquoi ces fouteurs de troubles blancs ont-ils allumé plusieurs incendies ? De manière troublante, après seulement trois jours d'émeutes, une demande d'aide spéciale de près de 15 milliards de francs de la part de Sonia Backes, suivie de l'annonce par les médias locaux et nationaux de l'arrivée de 103 containers de vivres et de médicaments.

Qui aurait eu le temps de réaliser de telles expertises au milieu des échanges de tirs ? Qui aurait osé enfreindre le couvre-feu et l'état d'urgence ? Peut-être que les responsables de ce cabinet d'experts sont proches de Sonia Backes ? Et si l'expert en question était Sonia Backes elle-même ?

Monsieur le Président Macron, face aux manœuvres sournoises de vos équipes visant à exploiter le désordre que vous avez initié pour déstabiliser le gouvernement indépendantiste, vous et vos services, accusez injustement la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) d'être à l'origine des émeutes. Vos calomnies et votre cynisme ne convaincront ni la CCAT ni les personnes raisonnables. À ce propos, j'ai entendu vos partisans, telle que madame Ruffenac, préférer des propos que je trouve hypocrites : « Le terrorisme ne doit pas gagner, la violence ne doit pas gagner. » Je lance un défi à Madame Ruffenac : mettre fin au terrorisme en mettant les miliciens derrière les barreaux !

Qui a proféré ces mots : « C'est nous qui allons foutre le bordel si on essaie de nous marcher dessus » ?

Qui a soutenu le projet de dégel du corps électoral, pourtant réputé irréversible sauf conditions constitutionnelles ?

Qui est le président arrogant de la commission d'enquête parlementaire qui a poussé pour ce projet ?
Qui sont les deux tiers des parlementaires qui ont appuyé le dégel ?

Toutes ces personnes précédemment citées sont les véritables responsables de tous les dommages, blessures, crimes et décès causés par les émeutes. Ce sont elles qui devraient être en prison à la place des militants enfermés, car ces derniers ne sont que les malheureuses victimes de ce complot.

En attendant, les loyalistes, les dépendantistes et d'autres acteurs, dans leur démarche obsessionnelle du dégel à tout prix, ont causé la mort de nombreux Calédoniens.



Vous, Monsieur le Président, ainsi que tous ceux que j'ai mentionnés, y compris ceux qui promeuvent le dégel à Paris, êtes les véritables responsables de ces Calédoniens décédés que les familles pleurent aujourd'hui, et de ceux qui suivront, car demain encore d'autres victimes seront à déplorer à cause de cette campagne de crimes et de haine. Je condamne avec fermeté votre irresponsabilité motivée par une ambition démesurée pour le pouvoir.

Je remercie Madame Ruffenac de nous rappeler qu'il y a des commanditaires derrière les crimes orchestrés par les élus locaux soumis à l'État. Rien ne nous échappe. Tous ceux qui ont contribué à la destruction en Nouvelle-Calédonie sont à blâmer. Ils n'ont même pas honte de nier l'existence de milices lors des émeutes. Les justifications avancées par les loyalistes dépendantistes sont indéfendables.

Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude et mes félicitations à la CCAT, à ses responsables et à tous ses membres. Les milliers de personnes qui ont travaillé sans relâche pour la cause du pays, ainsi que toutes les familles qui ont apporté leur soutien en fournissant nourriture et boissons lors des manifestations dirigées de manière experte par Christian Tein et les encadrants, méritent des éloges. Un bravo particulier à toute l'équipe de la CCAT pour leur sacrifice à servir de paratonnerre afin de protéger le peuple des manœuvres malveillantes de l'État français, qui se comporte comme un voyou.

J'en appelle à toutes les victimes des émeutes, quel que soit le degré des faits dont elles ont été atteintes, à se faire connaître auprès du « Collectif des victimes des émeutes de mai 2024 en Nouvelle-Calédonie », qui est en cours de formation. Nous exigerons réparation de la part de l'État français, responsable de tous les maux du peuple pendant les événements.

Enfin je tiens à adresser une pensée particulière à toutes les familles endeuillées par les crimes associés aux émeutes, ainsi qu'aux victimes collatérales telles que cette jeune femme qui a perdu son bébé, cette étudiante tuée par balle sur le terrain, nos concitoyens sous dialyse ou souffrant de problèmes cardiaques, et toutes les autres victimes indirectes. À toutes ces mamans éprouvées par la perte de leurs enfants, je présente mes sincères excuses et mes condoléances les plus profondes de maman.

Monsieur le Président, insister dans votre entêtement, par peur de créer un précédent juridique vis-à-vis des autres indépendantistes ultramarins, risque de provoquer exactement le contraire de ce que vous craigniez. En essayant de contrecarrer les revendications du peuple kanak, vous risquez d'accélérer l'indépendance de toutes les régions ultramarines.

Monsieur le président, vous avez annoncé votre présence dans les prochaines heures dans le pays. En sachant le dialogue rompu, je crois savoir que vous êtes venu pour instaurer une commission de dialogue. Quelle serait la valeur de cette structure si tous les acteurs politiques et coutumiers du pays ne sont pas conviés au dialogue ?

Je sollicite l'ouverture de cette possibilité aux grands chefs coutumiers de toutes les aires du pays pour une concertation plus large et certainement plus constructive car ils sont les véritables responsables moraux de tous les militants qui manifestent pour la décolonisation de Kanaky.



J'ose espérer que ma doléance trouve une suite favorable car nécessaire à la reconstruction du pays.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments sincères et solidaires.

Maria Isabella SALIGA LUTOVIKA

Copie à :

- monsieur le premier ministre
- monsieur le ministre de l'intérieur et des outre-mer
- madame la ministre déléguée chargée des outre-mer
- monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
- monsieur le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
- monsieur le président du congrès de la Nouvelle-Calédonie
- mesdames et messieurs les élus du congrès de la Nouvelle-Calédonie
- messieurs les chefs coutumiers des 8 aires coutumières de Kanaky
- monsieur le président du sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie
- monsieur le président de la province des îles Loyauté
- monsieur le président de la province Nord
- madame la présidente de la province Sud
- monsieur le sénateur Robert XOWIE
- monsieur le président du Rassemblement démocratique océanien, RDO
- monsieur le président de Construire autrement
- monsieur le président du Mouvement des océaniens indépendantistes, MOI
- monsieur le président de La Démocratie Nouvelle-Calédonie, LADNC
- madame la présidente de Ensemble pour la planète Nouvelle-Calédonie
- monsieur le docteur Dominique CHAZAL
- la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT)
- ERSK PACIFIK TV
- messieurs les chefs coutumiers de Uvea mo Futuna en Nouvelle-Calédonie
- sa majesté, roi du Royaume de Uvea
- sa majesté, roi du Royaume de Uvea
- sa majesté, roi du Royaume de Alo
- sa majesté, roi du Royaume de Sigave
- monsieur le représentant du Royaume de Uvea
- monsieur le représentant du Royaume de Alo
- monsieur le représentant du Royaume de Sigave
- messieurs les chefs coutumiers de Uvea mo Futuna



Copie à (*suite*) :

- monsieur le député de Uvea mo Futuna
- monsieur le sénateur de Uvea mo Futuna
- monsieur le président de l'assemblée territoriale du territoire de Wallis et Futuna
- messieurs les élus de l'assemblée territoriale du territoire de Wallis et Futuna
- monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
- monsieur Jean-Victor CASTOR, député de la 1ère circonscription de Guyane
- Mouvement de Décolonisation et d'Emancipation Sociale (MDES)
- Alyans Nasyonol Gwadeloup
- CIPN Gwadeloup
- CIPPA Guadeloupe
- Kolèktif pou Sové Gwadeloup (KSG)
- MIR Guadeloupe, Mouvement International pour les Réparations
- Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG)
- Conseil National des Comités Populaires (CNCP)
- Mouvement Indépendantiste Martiniquais (MIM)
- Parti Progressiste Martiniquais
- Baku Initiative Group
- Secrétaire général de l'Assemblée de Corse
- Secrétaire général du Conseil exécutif de Corse